

PROJET CNESER ON VOTE:

UNEF le syndicat étudiant
& associations étudiantes

Des élu.e.s syndicaux pour défendre le service public et la réussite des étudiant.e.s

Du 22 mai au 2 juin 2017, l'ensemble des élu.e.s étudiant.e.s des conseils centraux sont invité.e.s à voter pour élire les représentant.e.s étudiant.e.s au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).

Ces élections se déroulent au lendemain d'une campagne présidentielle marquée par la présence du Front National au second tour et par une véritable remise en cause de nos institutions. Cette situation témoigne d'une défiance grandissante de la population vis-à-vis des institutions traditionnelles. Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire de démocratiser l'enseignement supérieur et d'en faire un véritable lieu d'émancipation qui réponde aux aspirations de la jeunesse.

Cette aspiration de la jeunesse s'est matérialisée dans nos combats de tous les jours. Nous étions nombreux·ses à nous battre pour réclamer un droit à l'avenir à travers notre mobilisation contre la Loi Travail, à vouloir imposer l'égalité avec la bataille pour le mariage pour tou-te-s, pour une autre société en participant au combat écologique, et bien d'autres causes. A cette fin, notre projet est de faire évoluer en profondeur l'enseignement supérieur.

L'accès à une formation de qualité est une condition sine qua non de notre épanouissement et une protection sur le marché du travail. De la réforme APB à la question du master ou encore en passant par les discours de certain.e.s candidat.e.s visant à imposer la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, nos élu.e.s se sont investi.e.s et s'investiront pour garantir l'accès de tou-te-s à des diplômes de qualité.

Cela passera également par la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous nous opposerons à la mise en concurrence de nos universités, écoles ou laboratoires. Que ce soit sur la question des regroupements universitaires, sur l'accréditation de nos formations, sur les politiques de recherche ou encore sur le budget de nos établissements, l'UNEF est et sera au rendez-vous pour défendre l'accès et la réussite de tou-te-s.

Enfin, c'est également la bataille pour garantir une reconnaissance de nos diplômes sur le marché du travail. En faisant de nos masters des formations qualifiantes et en imposant la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives.

Nous comptons sur vous pour faire entendre votre voix et porter un projet ambitieux pour nos établissements et nos formations à nos côtés !

Présidente de l'UNEF
Lilà LE BAS

unef
le syndicat étudiant
& associations
étudiantes

UNE DÉMARCHÉ UN BILAN

Avec la force du vote massif pour les listes «UNEF & Associations Etudiantes», l'UNEF s'est battue pour des droits nouveaux pendant deux ans.

POUR L'ACCÈS DE TOU-TE-S À UNE FORMATION.



Le retrait du dispositif «meilleurs bacheliers» de la loi Egalité Citoyenneté qui mettait en place une sélection à l'entrée de la licence.



Un droit à la poursuite d'études en master, permettant à tout-e titulaire d'une licence, refusé-e dans le master de son choix, de se voir proposer trois formations:

DES MOYENS POUR ÉTUDIER.



L'UNEF se mobilise aux côtés de l'intersyndicale et de collectifs (science en marche, collectif des jeunes précaires, etc.), fait passer des amendements au projet de loi de finance, pour dénoncer le manque de budget des universités pendant 2 ans.



L'UNEF obtient 800 millions d'euros d'investissement supplémentaire dans l'enseignement supérieur !



Un plan d'investissement d'un demi milliard d'euros dans les politiques de jeunesse suite à la mobilisation contre la loi travail:

10 000 créations de places en BTS.

Passage de tous les échelons 0 des bourses en 0 bis.

Création de l'aide à la recherche de premier emploi.

POUR LE DROIT AU RATRAPAGES



L'UNEF obtient le rétablissement des rattrapages dans toutes les universités, notamment en mettant fin aux expérimentations sur le CCI.

ATTENTION: CETTE PROFESSION DE FOI N'EST PAS LE BULLETIN DE VOTE

DANS LES 2 ANS QUI SUIVENT 10 PRIORITÉS POUR TRANSFORMER NOTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1

DÉFENDRE LE LIBRE ACCÈS À L'ESR

Combattre la sélection à l'entrée de l'ESR : nous n'accepterons aucune forme de sélection à l'entrée de l'université, que ce soit le tirage au sort en raison de filières en tension ou une sélection au mérite.

Obtenir le gel des frais d'inscription : La bataille contre la sélection sociale à l'entrée de l'ESR passera par le gel des frais d'inscription

Garantir un accès égal aux bachelier.e.s professionnel.le.s et technologiques dans l'enseignement supérieur : Exiger des places supplémentaires en BTS et IUT et d'accompagner vers la réussite ces bachelier.e.s.

2

ASSURER LA RÉUSSITE

Renforcer le service public de l'orientation et mettre en place une réelle spécialisation progressive, pour nous permettre de faire évoluer nos projets d'études

Une pédagogie mettant l'étudiant.e au cœur de l'apprentissage : fin des cours en CM, fin des évaluations sanctions, une pédagogie participative...

Un plan d'embauche de personnel pédagogique et administratif pour un meilleur encadrement des étudiant.e.s.

Garantir la mise en place de passerelles entre les IUT et les filières universitaires afin de permettre aux étudiant.e.s de pouvoir continuer leurs études

3

FAIRE DE LA RÉFORME MASTER UNE RÉUSSITE.

Une augmentation générale des capacités d'accueil pour permettre à tou-te-s l'accès au master.

Cadrer nationalement les modalités d'accès au master : Face aux multiples formes de sélection mises en place par les établissements (dossier, concours, etc.), porter la mise en place d'un véritable cadrage, garantie d'une protection de l'ensemble des jeunes.

Garantir à tou.te.s les étudiant.e-s un droit à la poursuite d'étude en Master dans la formation de leur choix

4

DES MOYENS POUR ÉTUDIER

Un financement au service de la réussite : un investissement de 1 milliard d'euros par an est nécessaire pour endiguer la crise et permettre l'accueil de l'ensemble des primo-arrivant.e.s.

Mettre fin aux disparités dues à l'autonomie des universités en imposant un réel fléchage des budgets vers les formations.

En finir avec le système d'appel à projets et de mise en concurrence des établissements : pour un financement en fonction des besoins des établissements et des étudiant.e-s.

5

DÉFENDRE UNE UNIVERSITÉ DE QUALITÉ À PROXIMITÉ

L'accès de tou-te-s à une offre de formation de qualité à proximité : Tout le monde n'a pas les moyens de déménager pour faire ses études.

Combattre la dérégulation des regroupements universitaires pour garantir le maintien de toutes les offres de formation.

6

UNE VIE ÉTUDIANTE AU SERVICE DE L'ÉMANCIPATION

Réformer la démocratie étudiante pour la rendre plus accessible et renforcer le poids des élu.e-s étudiant.e-s.

Valoriser l'engagement étudiant : renforcer le cadrage national de la prise en compte de l'engagement dans la notation et la mise en place de régimes dérogatoires.

Renforcer les régimes spécifiques : cours en ligne, profs référent.e.s pour les étudiant.e.s salarié.e.s, parents, sportif.ve.s ou en-core artistes.

7

ÉTUDIANT-E-S ÉTRANGER-E-S MÊMES ÉTUDES MÊMES DROITS !

Une carte étudiant-e = un titre de séjour : Campus France doit devenir une plateforme d'inscription et non de sélection.

Renforcer les aides pédagogiques : des dispositifs pour accompagner les étudiant.e-s : cours de remise à niveau de français, aide méthodologique, etc.

Lutter contre la précarité administrative : mise en place des guichets uniques dans l'ensemble des établissements

8

RÉPONDRE AUX ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Combattre l'extrême droite : Il est nécessaire de prendre en compte la lutte contre les idées rétrogrades dans nos enseignements et de rejeter ces idées et les organisations qui les véhiculent en dehors de nos établissements.

Répondre aux enjeux environnementaux : en développant l'offre de formation et en finançant la recherche sur ces sujets.

Combattre les discriminations : Développer les études de genre et les études postcoloniales, mettre en place des missions de lutte contre les discriminations à l'université.

9

RÉFORMER/VALORISER LE 3^{ÈME} CYCLE

Un investissement pour un financement public de l'ensemble des thèses sur toute leur durée réelle.

Une valorisation du doctorat, et des grilles salariales, afin d'assurer des débouchés professionnels corrects.

Une mise à disposition de réelles infrastructures (labos, bureau-tique, etc.) ainsi qu'un réel accompagnement pédagogique (développement des séminaires, baisse du nombre de doctorant.e.s par directeur.trice de recherche, etc.)

10

DÉFENDRE LES ÉTUDIANT-E-S EN ÉCOLE !

Combattre la hausse des frais d'inscription moteur d'une reproduction sociale accrue dans ces établissements.

Assurer de réels droits étudiants (rattrapages, compensation, régimes dérogatoires, etc.)

Garantir la place des étudiant.e-s dans la gouvernance de tous les établissements et dans les instances décisionnelles.

RETROUVE LE PROJET COMPLET SUR: UNEF.FR

ATTENTION: CETTE PROFESSION DE FOI N'EST PAS LE BULLETIN DE VOTE